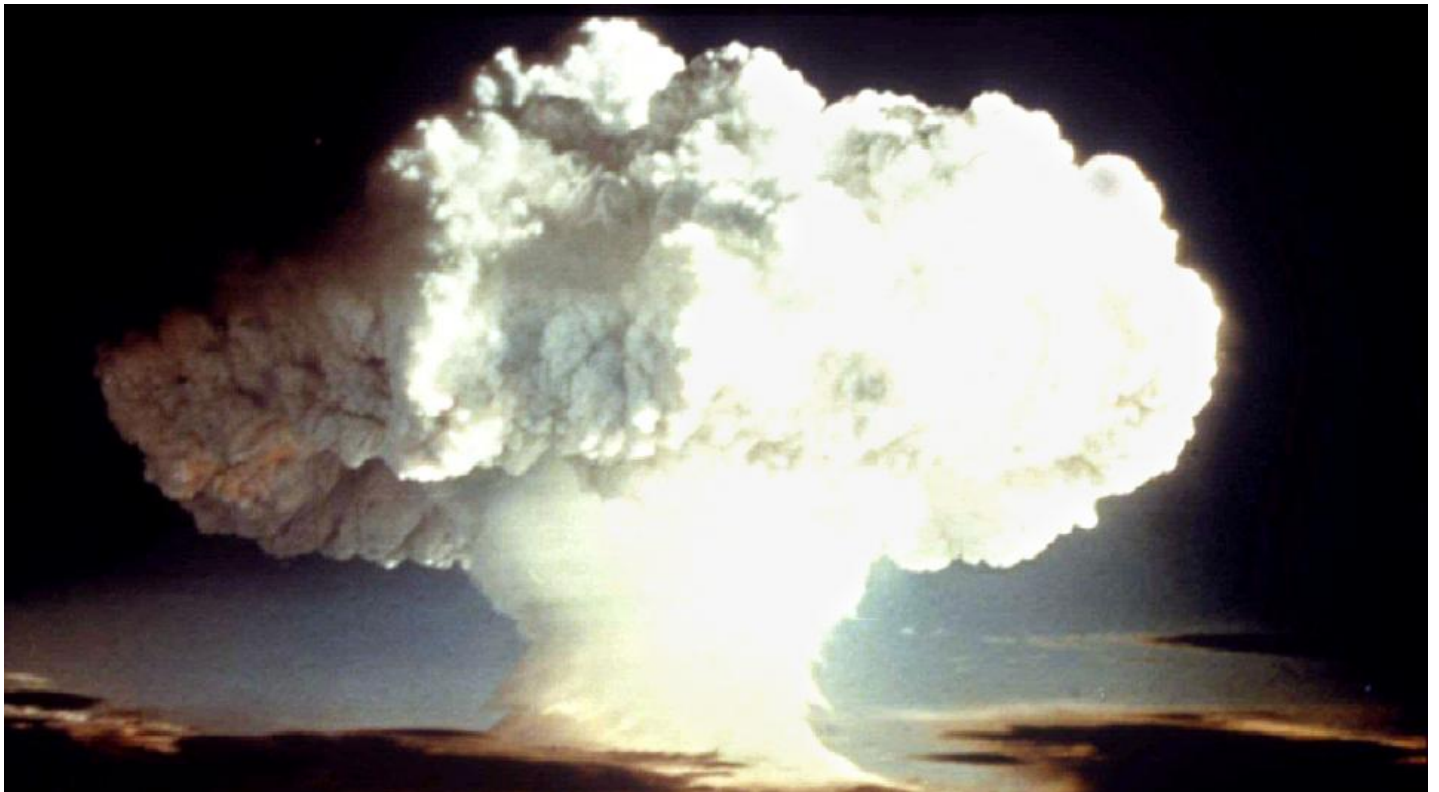


Ce climat international explosif dans lequel baigne la présidentielle française



A quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle française, le désarroi de l'opinion est profond.

Avec Roland
Hureaux

Les raisons en sont diverses : pour la droite classique, l'ébranlement de l'image de leur champion désigné par les primaires, François Fillon, à la suite d'une manœuvre de déstabilisation judiciaire et médiatique de grande ampleur largement conduite de l'Élysée, a troublé les esprits. Pour la gauche classique, l'effondrement du candidat du parti socialiste également désigné par des primaires, Hamon, et l'émergence de deux candidats hors normes : Macron et Mélenchon est un facteur de trouble au moins aussi grand. Seul l'électorat de Marine Le Pen, stable au niveau d'un Français sur quatre, semble sans états d'âme.

Mais le désarroi de l'opinion ne s'explique pas seulement par les péripéties de la campagne électorale, il est tributaire d'un contexte plus général : le choc encore récent des attentats terroristes et de la vague migratoire de 2015-2016, l'affrontement de Washington et de Moscou, la guerre qui se poursuit en Syrie, en Irak et dans d'autres pays du Proche-Orient.

C'est sur ce contexte que nous voudrions insister.

Deux camps

La situation internationale est plus tendue qu'elle ne l'a jamais été depuis la fin la guerre froide.

L'épicentre de la tension se trouve aux Etats-Unis. Pour la première fois dans l'histoire de cette grande démocratie, le résultat des élections présidentielles n'est pas accepté par le camp vaincu. Donald Trump a été élu contre la quasi-totalité de l'establishment, de la presse, des banques et une grande partie de la classe politique. Le camp vaincu animé par Barack Obama et George Soros conteste la légitimité du nouvel élu alléguant notamment une interférence électronique dans l'élection de la Russie que ces gens considèrent comme un ennemi mortel. Ils cherchent à le forcer à la démission par la procédure de l'impeachment. En attendant, une grande partie de l'administration refuse de lui obéir.

La première intention de Trump était de se rapprocher de la Russie de Poutine. Aux dernières nouvelles, il se peut que, contraint par cet environnement délétère, il ait décidé, afin de donner des gages, de prendre ses distances avec Moscou.

Il reste qu'une partie des opinions occidentales se trouve en accord avec Trump pour contester le libre-échange absolu, rejeter les abus de l'Union européenne et se rapprocher de la Russie. Les mêmes veulent réhabiliter les frontières pour contenir l'immigration et ne veulent plus entreprendre de « guerres humanitaires » au Proche-Orient.

Poutine est sur une ligne analogue, Marine Le Pen, qui a été reçue par lui, aussi.

En face, le camp qui tenait le devant de la scène avant l'élection américaine, sous la conduite de Barack Obama et d'Hillary Clinton mais aussi d'Angela Merkel, Hollande, Juncker, Tusk, appuyé par la quasi-totalité des médias des deux côtés de l'Atlantique. Tous sont favorables au libre-échange généralisé, à l'euro, à l'ouverture des frontières aux migrants, au paradigme libertaire, radicalement hostiles à la Russie tenue pour une menace existentielle et par là à ses alliés comme la Syrie et l'Iran. Les ennemis de ces derniers : Arabie saoudite, Qatar, Turquie et leurs protégés islamistes sont leurs alliés.

Ce camp a son champion dans l'élection présidentielle française : Emmanuel Macron. L'appel qu'il a reçu de Barack Obama à quelques jours du scrutin en dit long.

Entre les deux écoles, quelques cas particuliers, Mme May, premier ministre britannique qui applique le Brexit et est donc critique de la construction européenne mais est également hostile à la Russie et tendrait même à faire sur ce chapitre de la surenchère.

François Fillon, quant à lui, est également un cas particulier : sa politique se situe dans l'orthodoxie libérale à l'égard de l'Europe et du libre-échange et, quoique catholique déclaré, il n'envisage pas de remettre en cause les lois sur le mariage homosexuel ou l'avortement (ni de les aggraver). Le camp euro-atlantiste aurait pu s'en contenter. Une partie de la bourgeoisie française acquise au libre-échange et à l'euro comme Henri de Castries et bien d'autres s'en contentent aussi. Pour parler comme les marxistes, il représente la bourgeoisie nationale alors que les partisans de Macron représentent la bourgeoisie internationale.

Il semble pourtant que la position de Fillon, malgré sa modération, soit trop ambiguë pour les forces qui ambitionnent de fondre définitivement la France dans la mondialisation. Dès lors qu'en décembre dernier, à l'issue de la primaire de droite, il apparaissait comme le probable vainqueur de la présidentielle, il a été tenu par certains comme l'homme à abattre.

La France : un enjeu majeur

Pour les mondialistes, l'enjeu de l'élection présidentielle française est critique. Le camp euro-mondialiste qui semblait assuré que le monde s'acheminerait sans heurts vers la « fin de l'histoire » : disparition des nations, des frontières, de entraves aux échanges, de la famille, de l'héritage judéo-chrétien, a essuyé depuis quelque temps une série de défaites : d'abord l'ascension de Poutine à la tête de la Russie et son influence croissante dans la sphère internationale, ensuite la victoire du Brexit au Royaume-Uni, enfin la victoire de Trump aux Etats-Unis. Ne lui restait que l'Europe continentale de l'Ouest calée autour de Berlin et de Bruxelles avec la France et les autres pays de l'Union européenne sagement alignés derrière (sauf la Hongrie), plus le Canada, le tout appuyé sur des forces encore puissantes outre-Atlantique et la quasi-totalité des médias occidentaux.

Ces forces ont néanmoins craint que, malgré sa discrétion, Fillon élu ne se risque à rompre le front anti-Poutine par un geste d'ouverture en direction de la Russie, et que cette élection n'apparaisse comme un nouveau revers pour leur camp, d'autant plus grand que la position géographique et symbolique de la France, en dépit de son abaissement actuel, demeure essentielle.

C'est ce contexte international qui explique la gigantesque entreprise de déstabilisation de Fillon, au bénéfice de Macron qui a commencé en janvier.

La dimension internationale de cette entreprise s'est appuyée sur des relais nationaux qui apparaissent assez clairement dans les soutiens de Macron (Bergé, Jouyet, Minc, Attali etc.) et qui s'est articulée avec la volonté forcenée de Hollande et des socialistes de rester à la tête de l'Etat au mépris des traditions démocratiques, sachant que l'élection de Macron, si elle pouvait changer le style du gouvernement, maintiendrait le clan Hollande au pouvoir.

Il n'y a aujourd'hui que deux fondements possibles à l'action politique : la première, ancestrale, est la défense d'un groupe humain, généralement une nation (de natus, ceux qui ont en partage la naissance au sens large), la seconde est la promotion d'un ensemble d'idées ou d'un système, soit l'idéologie. Les tenants des nations restent centrés sur leur propre territoire, quitte à vouloir préserver une certaine influence dans l'environnement proche, les tenants d'une idéologie, eux, sont « hors sol » et universalistes : l'idéologie qu'ils veulent promouvoir, même portée par un peuple particulier, leur paraît bonne pour l'univers. Ces derniers sont donc naturellement expansionnistes et par là plus dangereux. Que toute idéologie ait une base dans un pays particulier, ne signifie pas que le peuple de ce pays sera privilégié par elle, au contraire : on a vu combien le peuple russe avait souffert du communisme et combien le peuple américain profond a violemment jeté le libre-échangisme de Clinton au bénéfice des idées de Trump. Le projet euro-atlantique est plus qu'une option politique parmi d'autres, il est un projet idéologique au sens où l'était le communisme .

Un autre caractère de l'idéologie est son caractère absolu : religion séculière prétendant refonder la condition humaine, elle prévaut sur toutes les autres logiques : pour elle, la fin justifie les moyens. Cela implique la transgression de toutes les règles autres que celles qui servent à sa préservation et à son expansion. Quand Jean-Claude Juncker dit qu' « il ne saurait y avoir de choix démocratique contre les traités européens » , il nous donne une indication précieuse sur la nature idéologique de ces traités. Or la démocratie est fondée sur un certain nombre de règles non seulement constitutionnelles et législatives mais d'usage, de décence (la common decency chère à Orwell), sur un respect minimum de l'autre camp. L'élection est un substitut à la guerre civile et pour cette raison, elle ne saurait se transformer en affrontement sans merci où tous les coups seraient permis. Ces barrières sont balayées par les idéologues pour qui tous les moyens sont bons dès lors que leur idéologie est en danger. C'est pourquoi, lors de l'actuelle élection présidentielle, les règles ont été balayées quand il s'est agi de détruire Fillon tenu pour « non fiable ». Les Français, spécialement ceux qui le soutiennent, ont été brutalement confrontés à ce qui ressemble à un affrontement mondial entre idéologues et patriotes, qui ne laisse plus guère d'espace à une position de compromis. Ils sont d'autant plus troublés qu'ils n'ont pas encore compris ce qui leur arrive.

Le paradoxe est que l'offensive contre Fillon, dont les mondialistes pensaient qu'elle profiterait à leur candidat Macron, pourrait in fine faire le jeu de deux candidats hostiles à l'euro et à l'Alliance atlantique qui sont Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. Ce sont les risques d'un jeu qui s'apparente au billard : la balle rebondit sur la bande et va à l'inverse de ce qu'on avait prévu. Osons dire qu'ils l'auront bien cherché.

Le malaise que suscitent les élections présidentielles est inséparable de la découverte par les Français qu'ils vivent désormais dans un monde éminemment dangereux. Nous ne sommes pas ouvertement en guerre mais dès lors que l'idéologie est entrée en scène, sa logique est celle de la guerre. Les règles qui encadrent la démocratie sont le rempart de la paix civile et internationale, leur transgression brutale nous rappelle que nous sommes entrés dans un temps de troubles.